

Appel à projets 2026
CREATION / REPRISE D'ENTREPRISES
ACCOMPAGNEMENT CONSEIL
ET ACCOMPAGNEMENT AU FINANCEMENT

FONDS REGIONAL : COMMERCE ARTISANAT
FONDS SOCIAL EUROPEEN+

Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le 16/02/2026 à 12h.

- sur e-synergie pour le FSE+,
et
- sur l'adresse mail AAP_DIRECO@auvergnerhonealpes.fr auprès de la DIRECO pour la subvention Région.

Contact : DFE : aapfse@auvergnerhonealpes.fr
DIRECO : AAP_DIRECO@auvergnerhonealpes.fr

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Service FSE Autorité de gestion
Direction des fonds européens
59 boulevard Léon Jouhaux
CS 90706
63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Service Commerce, Artisanat et Relations Territoriales
Direction du développement de l'économie, de
l'emploi et des relocalisations
101 cours Charlemagne
CS 20033
69269 LYON CEDEX 2

SOMMAIRE

1 – Contexte et orientations générales

2 –Présentation de l'appel à projets

2.1 Objet de l'appel à projets

2.2 Projets éligibles

2.3 Candidats éligibles à l'appel à projets

2.4 Périmètre géographique de l'appel à projets

2.5 Durée de l'appel à projets

2.6. Dépenses éligibles

2.7 Maquette financière de l'appel à projets

3 - Modalités de sélection

3.1 Calendrier de l'AAP et modalités de dépôt des dossiers

3.2 Critères d'éligibilité

3.3 Critères de recevabilité

3.4 Critères de sélection

3.5 Sélection et programmation des opérations

3.6 Conventionnement

4 – Obligations réglementaires

1 – Contexte et orientations générales

L'accompagnement à la création/reprise d'entreprises constitue une priorité d'actions de la Région avec un objectif : favoriser la création d'emplois.

Afin de répondre à cet enjeu, la Région s'est positionnée aux côtés des entrepreneurs pour les accompagner sur les différentes phases de leur projet de création/reprise (accompagnement ante-crédation/reprise, accompagnement au financement, suivi post-crédation/reprise).

Dans ce cadre, la Région **lance un nouvel appel à projets**, porté conjointement par la Direction des fonds européens (au titre du Fonds social européen+) et la Direction économie, emploi et relocalisations (au titre du fonds régional : commerce artisanat), **pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026** (avec une possibilité de reconduction d'un an), visant à sélectionner un ou plusieurs opérateurs chargés de déployer une offre d'accompagnement à la création/reprise d'entreprises.

Le présent cahier des charges expose les grands principes de mise en œuvre de cet appel à projets.

Au titre de la politique régionale :

Le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) voté lors de l'Assemblée Plénière du 29 juin 2022 affirme la volonté d'intervention de la Région sur le champ du développement économique et plus particulièrement dans le domaine de l'entrepreneuriat.

En outre, le Plan régional pour l'économie de proximité 2023-2028 (« Région Auvergne-Rhône-Alpes - FONDS REGIONAL COMMERCE ET ARTISANAT ») adopté à l'Assemblée Plénière des 21 et 22 mars 2024 (AP-2024-03 / 07-79405) renforce la volonté de la Région de soutenir l'entrepreneuriat dans une logique d'accompagnement tout au long de la vie de l'entreprise, en particulier dans les secteurs du commerce et de l'artisanat, afin de dynamiser les territoires et préserver les savoir-faire.

A ce titre, la Région accompagne la création-transmission-reprise d'entreprises sur tous les territoires, dans une logique de parcours de l'ante à la post-crédation.

Au titre du FSE+ :

Les orientations du FSE+ sont définies dans le *Programme FEDER/FSE+/FTJ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027*, priorité 9 « Formation, emploi, création, orientation, santé », objectif stratégique 4 : « Une Europe plus sociale FSE+ ».

L'objectif spécifique 4.1 vise à « améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur

le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale ».

Cet objectif contribue à soutenir la création d'entreprise, levier essentiel de dynamisme économique et d'accompagnement des mutations, notamment dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Ainsi, la mobilisation du FSE+ vise à renforcer les dynamiques de création et de reprise d'entreprise, par un accompagnement des porteurs de projets, notamment ceux confrontés à des freins périphériques, et contribue ainsi à la création d'emplois.

2 –Présentation de l'appel à projets

2.1 Objet de l'appel à projets

Le présent appel à projets se structure en deux volets distincts et a pour but de sélectionner les opérateurs qui déploieront, sur le territoire Auvergne-Rhône-Alpes :

- Un volet « **accompagnement/conseil** », décliné en 3 types d'actions :
 1. « Préparer ma création/reprise d'entreprise »
 2. « Préparer ma création/reprise d'entreprise dans l'ESS »
 3. « Tester mon activité sans créer mon entreprise »
- Un volet « **accompagnement à la recherche de financement** » :
 4. « Accompagnement à la recherche de financement »

L'accompagnement proposé pourra répondre aux différentes étapes de la construction du projet de création/reprise d'entreprise, allant de l'ante-crédation jusqu'au suivi post-crédation (ce dernier est limité à 3 ans dans le cadre de cet appel à projets).

Une vigilance particulière devra être portée sur la **maturité** des projets de création/reprise, en privilégiant ceux déjà définis afin de **limiter le nombre d'abandons** des porteurs de projets en cours de parcours d'accompagnement. Les candidats devront préciser dans leur candidature les modalités de sélection et qualification mises en place pour limiter ce phénomène.

Au titre de la politique régionale, les accompagnements proposés seront accessibles à tout secteur d'activité marchand (hors secteur agricole). Toutefois, une attention particulière sera portée aux secteurs du commerce et de l'artisanat dont l'artisanat de production. Pour le même souci de cohérence, les bénéficiaires seront en principe des porteurs de projets souhaitant établir leur activité principale via une création ou reprise de TPE/microentreprises de moins de 10 salariés ayant un chiffre d'affaires annuel ou un total bilan inférieur à 2 millions d'euros.

En outre, l'offre proposée recherchera à assurer une bonne couverture du territoire régional notamment des territoires les plus fragiles, les zones rurales, les petites communes et au sein des métropoles les quartiers politiques de la ville.

Au titre du FSE+, les fiches 9.4.1.1 et 9.4.1.2 du document de mise en œuvre (DOMO) du programme AUVERGNE RHONE ALPES FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027, relevant de l'objectif spécifique FSE + 4.1 permettent le financement des actions suivantes, **hors monde agricole** :

- Soutien aux structures accompagnant des créateurs/repreneurs dans leur projet de création/reprise d'entreprise,
- Soutien aux projets d'entrepreneuriat social.

À condition d'être intégrées dans une opération dont l'objectif est l'accompagnement des porteurs de projet de création/reprise d'entreprises ou dans une opération de soutien aux projets d'entrepreneuriat social, les actions ci-dessous sont finançables :

- Les actions de promotion, d'information, de sensibilisation à la création/reprise d'une entreprise, y compris pour les démarches issues de l'économie sociale et solidaire,
- L'animation des coordinations régionales et des structures locales des réseaux dans le cadre d'opérations collaboratives portées par un chef de file.

2.2 Projets éligibles

Les projets ne correspondant pas aux dispositifs ci-dessous seront inéligibles.

Un projet doit être déposé sur un seul type d'action proposé ci-dessous.

Pour chaque type d'action ci-dessous, du sourcing et du repérage des publics, de la sensibilisation à l'entrepreneuriat pourront être mises en place.

Les projets cibleront tout porteur de projet de création/reprise d'entreprise, souhaitant en principe exercer son activité principale.

Les projets devront inclure la mise en place d'un partenariat avec l'écosystème entrepreneurial pour permettre aux porteurs de projet de création/reprise d'entreprise accompagnés d'amorcer leur ancrage territorial.

VOLET « ACCOMPAGNEMENT/CONSEIL »

Enjeu :

L'objectif du volet « **accompagnement/conseil** » est d'accompagner individuellement et/ou collectivement tout porteur de projet de création/reprise d'entreprise régional y compris dans le domaine de l'ESS.

Pour ce faire, les opérations recherchées visent à mettre à la disposition des porteurs de projets des outils d'accompagnement et de conseil visant à favoriser et à aboutir à la création effective d'entreprises.

❖ Action n°1 : « Préparer ma création/reprise d'entreprise »

– Objectifs de l'accompagnement :

L'accompagnement doit notamment permettre aux porteurs de projet accompagnés d' :

- Avoir validé la faisabilité de leur projet sur le plan technique, économique, de son positionnement stratégique sur le marché, ses conditions de réussite ...,
- Être en mesure de présenter et défendre leur projet de création/reprise,

- Être en mesure de mobiliser des financements pour leur projet,
- Être intégrés à l'écosystème entrepreneurial régional.

– **Modalités d'accompagnement :**

- Réalisation d'un diagnostic individuel du projet, et réorientation éventuelle vers les partenaires de l'écosystème de l'entrepreneuriat,
- Accompagnement individuel et collectif gratuit, répondant aux besoins des porteurs de projet (exemples : choix d'un statut juridique, stratégie commerciale, étude de marché, réglementation sur l'activité visée, sur la création d'activité, sources de financement, ressources de l'écosystème...),
- Mise en relation et orientation avec les opérateurs du financement,
- Etc.

❖ **Action n°2 : « Préparer ma création/reprise d'entreprise dans l'ESS »**

– **Objectifs de l'accompagnement :**

L'accompagnement doit notamment permettre aux porteurs de projet accompagnés d' :

- Avoir validé la faisabilité de leur projet sur le plan technique, économique, de son positionnement stratégique sur le marché, ses conditions de réussite...,
- Être en mesure de présenter et défendre leur projet de création/reprise d'entreprise de l'ESS,
- Être en mesure de mobiliser des financements pour leur projet,
- Être intégrés à l'écosystème entrepreneurial régional.

– **Modalités d'accompagnement :**

- Mise en place d'un processus de sélection des candidats transparent et égalitaire,
- Réalisation d'un diagnostic individuel du projet, et réorientation éventuelle vers les partenaires de l'écosystème de l'entrepreneuriat,
- Accompagnement individuel et collectif gratuit, répondant aux besoins des porteurs de projet ESS (exemples : gouvernance, finalités, choix d'un statut juridique, stratégie commerciale, étude de marché, réglementation sur l'activité visée, sur la création d'activité, sources de financement, ressources de l'écosystème...),
- Entrainement du porteur de projet ESS, et le cas échéant, l'équipe projet, à élaborer son modèle économique, son Business Plan social, tester son produit, ...,
- Accompagnement à la sortie de l'incubation (présentation structurée et complète du projet, parrainage, mise en relation et orientation vers les opérateurs du financement...),
- Etc.

❖ Action n°3 : « Tester mon activité sans créer mon entreprise »

– Objectifs de l'accompagnement :

L'accompagnement doit notamment permettre aux porteurs de projet accompagnés de/d' :

- Avoir validé la faisabilité et la viabilité de son projet avant la création,
- Être en confiance dans rôle de chef d'entreprise,
- Maîtriser les aspects techniques, financiers, réglementaires de la gestion d'entreprise,
- Avoir la capacité de commercialiser son offre,
- Être intégré dans un écosystème entrepreneurial,
- Être en capacité de projeter le développement de l'entreprise.

– Modalités d'accompagnement :

- Réalisation d'un diagnostic individuel du projet, et réorientation éventuelle vers les partenaires de l'écosystème de l'entrepreneuriat,
- Mise en place d'un accompagnement gratuit et personnalisé en offrant au porteur de projet une structure juridique d'accueil, pour qu'il puisse tester son projet : facturation des prestations ou produits, paiement de ses cotisations sociales, déclaration aux organismes sociaux...,
- Accompagnement du porteur de projet vers sa fonction d'entrepreneur : services mutualisés, suivi administratif et comptable de son activité avec comptabilité analytique par porteur, formations dédiées à la jeune entreprise...,
- Accompagnement à la sortie du test d'activité...,
- Etc.

VOLET « ACCOMPAGNEMENT A LA RECHERCHE DE FINANCEMENT »

Enjeu :

L'objectif du volet « **accompagnement à la recherche de financement** » est de permettre aux porteurs de projet de création/reprise d'entreprise de bénéficier de conseils adaptés sur leur situation financière ainsi que leurs besoins au démarrage de leur activité et dans les 3 ans qui suivent la création/reprise, et d'être accompagné dans l'obtention d'une solution de financement auprès des structures accompagnantes.

Pour ce faire, l'opérateur met à la disposition des porteurs de projets des outils d'accompagnement et de conseil spécifiques à la recherche de financement visant à favoriser et à aboutir à la création effective d'entreprises.

La Région sera susceptible de proposer aux opérateurs retenus sur ce volet, un abondement de leurs outils de financement dédiés à la création/reprise d'entreprise. Si la Région envisage un tel abondement, le cas échéant, les modalités seront précisées dans un autre cadre.

❖ **Action n°4 : « Accompagnement à la recherche de financement »**

– **Objectifs de l'accompagnement :**

L'accompagnement doit notamment permettre aux porteurs de projet accompagnés d' :

- Avoir une vision claire sur la faisabilité et viabilité financière du projet,
- Avoir pris connaissance des outils financiers existants et pouvant être sollicités au démarrage du projet,
- Être en capacité de solliciter des solutions de financements et de présenter son projet afin de mobiliser des fonds.

– **Modalités d'accompagnement :**

- Accompagnement au montage financier : diagnostic, évaluation de la situation et des besoins de financement, élaboration du plan de financement, facilitation à l'accès aux différents dispositifs de financement, aide à la structuration et construction d'une demande de financement,
- Identification et proposition d'outils de financement à la création/reprise qui correspondent à la situation de l'entrepreneur et/ou caractéristique du projet,
- Accompagnement et suivi post création/reprise sur une durée de 3 ans : parrainage, conseils, mise en réseaux...,
- Etc.

2.3 Candidats éligibles à l'appel à projet

- Les organismes consulaires
- Les associations
- Les entreprises
- Les coopératives d'activités et d'emplois
- Les SCOP ou les SCIC

Les opérations collaboratives sont autorisées (regroupement de plusieurs opérateurs partenaires avec désignation d'un chef de file). En cas de sélection d'un projet collaboratif, seul le chef de file signe les conventions avec la Région, pour la subvention régionale et pour le FSE+. La convention FSE+ devra être complétée par un « accord de partenariat » définissant notamment les relations, les responsabilités et les obligations, entre le chef de file et ses partenaires. Le conventionnement Région sera notamment basé sur le règlement des subventions (convention de reversement, ...). Il pourra être demandé la définition d'une convention cadre entre la Région et les opérateurs retenus.

2.4 Périmètre géographique de l'appel à projet

Le projet présenté doit avoir une portée régionale (Auvergne-Rhône-Alpes).

2.5 Durée de l'appel à projet

L'appel à projet porte sur l'année 2026 (avec une possibilité de reconduction pour une année).

La période de réalisation des projets devra être de 12 mois, soit du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

2.6. Dépenses éligibles

Les dépenses présentées devront être engagées du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Au titre du FSE+, les dépenses éligibles sont régies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens (FEDER, FSE+, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027.

Les dépenses prévisionnelles éligibles porteront sur les dépenses directes de personnel supportées par le porteur de projet, ainsi que sur des taux forfaitaires appliqués à ces dernières.

Il est prévu le recours aux coûts simplifiés dans le cadre du dossier FSE +.

Au titre de la politique régionale, les dépenses éligibles sont régies par le Règlement des Subventions en vigueur voté par la Région en mars 2025 (délibération n° AP 2025-03/01-94611). Celles-ci comprennent : les coûts directs rattachables à l'opération et par dérogation les coûts directs de personnel. Les coûts indirects seront calculés sous forme d'un forfait représentant 15 % des coûts directs de personnel.

Plan de financement dossier Région	Plan de financement dossier FSE+
<u>Pour calculer les dépenses directes éligibles :</u> Prise en compte des dépenses directes selon notamment le Règlement des Subventions en vigueur voté par la Région en mars 2025.	<u>Pour calculer les dépenses directes de personnel éligibles :</u> Un coût unitaire de 36,92 € par heure travaillée sur une base annuelle de 1 488 heures (équivalent temps plein), hors apprenti et hors stagiaire*.

<p><u>Pour calculer les autres coûts restants :</u></p> <p>Un taux forfaitaire de 15 % des coûts directs de personnel pour les coûts indirects de l'opération.</p>	<p><u>Pour calculer les autres coûts restants :</u></p> <p>Un taux forfaitaire de 40 % appliqué aux dépenses directes de personnel éligibles, comprenant a minima des dépenses directement liées à l'opération, et qui pourra aussi comprendre des dépenses indirectes.</p>
--	---

**sous réserve de modification*

Les personnels devront en priorité être affectés à temps fixe par mois sur l'opération, afin de justifier de leur temps par lettre de mission.

Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, des relevés de temps mensuels pourront être utilisés, mais resteront un mode de justification exceptionnel, accepté seulement sur décision de l'autorité de gestion en fonction du montage du dossier.

L'intervention des fonds européens est soumise à l'interdiction du double financement d'une même dépense, que ce soit par un cofinancement public ou par un cofinancement privé. L'absence de double financement d'une même dépense devra être justifiée par l'opérateur et sera vérifiée par le service instructeur.

A noter par ailleurs qu'une même opération ne peut pas bénéficier de deux subventions européennes, que ce soit du même fonds ou de fonds différents.

2.7 Maquette financière de l'appel à projet

L'enveloppe FSE+ disponible au niveau régional pour l'année 2026 est estimée à 7 500 000 €.

Le budget prévisionnel maximum de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour le déploiement du dispositif est estimé à 2 300 000 €.

Le coût total éligible annuel des projets ne pourra pas être inférieur à 100 000 €.

Le taux moyen d'intervention du FSE+ sera de 43 % pour les opérations d'envergure régionale (un dossier unique).

3 - Modalités de sélection

3.1 Calendrier de l'AAP et modalités de dépôt des dossiers

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre du présent appel à projets est le suivant :

- **Lundi 12/01/2026** : publication sur les sites dédiés :

<https://www.europeenauvergnerhonealpes.fr/>
<http://www.auvergnerhonealpes.fr>

- **Du 12/01/2026 au 16/02/2026, au plus tard à midi** : dépôt des candidatures

Pour le FSE+	Pour la Région
Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne sur la plateforme e-synergie, accessible à l'adresse : https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/ara	Transmission des dossiers de demande de subvention régionale sur la boîte mail : AAP_DIRECO@auvergnerhonealpes.fr
Une notice d'utilisation E-Synergie est disponible sur le portail des fonds européens : https://www.europeenauvergnerhonealpes.fr/mon-projet/je-depose-ma-demande-de-subvention	Les porteurs de projet peuvent dupliquer le dossier de demande d'aide FSE+ pour solliciter l'aide régionale, au titre de l'appel à projets.
Toutes les informations relatives au Programme FEDER/FSE+/FTJ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 sont disponibles en ligne sur le portail des programmes européens : https://www.europeenauvergnerhonealpes.fr/	Les opérateurs sélectionnés à l'issue de la Commission permanente devront déposer leur demande de financement sur le Portail des Aides via un lien envoyé par le service d'instruction de la Région.
Afin de garantir l'équité de traitement des candidats et afin de répondre aux questions des porteurs de projet, une foire aux questions (FAQ) sera mise à jour régulièrement sur la page suivante : https://www.europeenauvergnerhonealpes.fr/aides-europeennes/creationreprise-d-entreprises-accompagnement-conseil-et-financement	
Les questions pourront être posées jusqu'au 01/02/2026 sur ces deux adresses électroniques : DfE : aapfse@auvergnerhonealpes.fr DIRECO : AAP_DIRECO@auvergnerhonealpes.fr Les réponses seront publiées hebdomadairement. Le service instructeur se réserve le droit de ne pas répondre aux questions de nature à affecter l'égalité de traitement des candidats.	

Un dossier déposé hors délai sera rejeté et ne sera pas examiné.

Un accusé de réception de dépôt sera délivré pour tous les dossiers de candidature déposés dans les délais. Un courrier de rejet sera adressé au candidat en cas de dépôt hors délai.

Aucun contact direct n'aura lieu entre les services instructeurs et les porteurs de projets entre le dépôt des réponses à l'appel à projets et la sélection des projets, en dehors de problématiques de saisie dans e-synergie ou de pièces manquantes permettant la sélection et l'instruction du dossier.

3.2. Critères d'éligibilité

L'ensemble des critères suivants doit être rempli :

- a. **Le projet présenté doit s'inscrire uniquement dans une des actions de cet appel à projets (2.2)**
- b. **Le porteur de projet doit faire partie des types de bénéficiaires éligibles (2.3)**
- c. **Le projet doit avoir une portée régionale (Auvergne-Rhône-Alpes) (2.4)**
- d. **Le projet doit être réalisé du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 (2.5)**
- e. **Le plan de financement doit présenter des dépenses éligibles (2.6)**
- f. **Le coût total éligible annuel des projets doit être supérieur à 100 000 € (2.7)**

Si un ou plusieurs de ces critères n'est pas rempli, le dossier sera qualifié de « non éligible » au titre du présent appel à projets.

3.3. Critères de recevabilité

Pour être recevables, les dossiers de candidature doivent contenir les pièces indiquées dans l'annexe 1 du présent appel à projets (**1. Pièces administratives nécessaires à la recevabilité**).

Une fois les dossiers déposés, les services instructeurs de la DFE et de la DIRECO pourront solliciter par mail des documents complémentaires nécessaires à la complétude du dossier.

Le porteur de projet devra répondre dans un délai de 10 jours calendaires. En l'absence de réponse dans le délai imparti ou en cas de réponse insuffisante, le dossier sera déclaré incomplet. **Tout dossier incomplet à l'issue de cette phase sera déclaré irrecevable.** Un courrier de rejet sera adressé au candidat.

Un accusé-réception de recevabilité sera adressé aux candidats dont la recevabilité est constatée.

A noter que de nouvelles pièces, notamment concernant les dépenses et ressources du projet, pourront être sollicitées après l'étape de sélection des projets éligibles (3.4).

3.4. Critères de sélection

Les projets éligibles et recevables seront évalués au regard des critères de sélection ci-après :

Critères de sélection	Points
Analyse du contexte et des objectifs au regard des critères de l'appel à projets	4
Analyse des actions présentées au regard des dispositifs de l'appel à projets	7
Capacité de l'opérateur à garantir une couverture sur l'ensemble du territoire Auvergne-Rhône-Alpes notamment les territoires ruraux et QPV et à présenter une offre homogène sur tout le territoire. Une proposition d'accompagnement de proximité au plus près des porteurs, dans un délai raisonnable/adapté, sera valorisée	7
Analyse des objectifs et des résultats escomptés	6
Analyse de l'équilibre du plan de financement en dépenses et en ressources	1
Analyse des indicateurs de réalisation et de résultat <ul style="list-style-type: none"> - Pour tous les dossiers présentés au titre de l'AAP, le nombre total prévisionnel des participants doit être indiqué par les candidats. - Indicateurs de réalisation, à titre prévisionnel, au titre du FSE+ : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 9.4.1.1 : Chômeurs, y compris chômeurs de longue durée (nomenclature de l'indicateur : EECO02) ➤ 9.4.1.2 : Nombre total de projets de développement de l'ESS (nomenclature de l'indicateurs : ISO010) - Indicateurs de résultats, à titre prévisionnel, au titre du FSE+ : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 9.4.1.1 : Participants exerçant un emploi 6 mois après la fin de leur participation (nomenclature de l'indicateur : ECR05) 	3
Analyse des moyens humains et administratifs nécessaires pour la mise en œuvre de l'opération : <ul style="list-style-type: none"> - Qualité professionnelle de l'équipe (compétence, neutralité, expérience et adéquation avec les objectifs et cibles de l'AAP) 	4
<ul style="list-style-type: none"> - Capacités administrative, financière et de pilotage : pour le suivi opérationnel et financier de l'opération, la justification des dépenses et le reporting 	4
<ul style="list-style-type: none"> - Adéquation des moyens de la structure pour assurer la gestion de l'offre avec efficacité et opérationnalité (moyens matériels et immatériels, répartition territoriale, moyens pédagogiques, possibilité d'accompagnement multimodal, services numériques apportés au porteur de projet...) 	6
Analyse du respect des obligations européennes et régionales en matière de publicité	2
Connaissance de l'écosystème « entrepreneuriat » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et capacité à s'inscrire dans une démarche partenariale notamment avec les opérateurs retenus dans les différents appels à projets de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour éviter les ruptures de parcours	4
TOTAL	40

Les candidatures obtenant une note inférieure à 25/40 seront rejetées.

3.5. Sélection et programmation des opérations

Pour la DFE :

Le comité de programmation tient lieu de comité de sélection des opérations.

Tout dossier déposé dans les délais fera l'objet d'un avis en comité de programmation.

Les candidats dont les dossiers sont inéligibles, et/ou irrecevables, et/ou n'ayant pas obtenu la note minimale attendue, seront destinataires d'une notification de rejet motivée.

A l'issue de la sélection des dossiers lauréats, le service FSE+ procédera à l'instruction détaillée des opérations, et il présentera aux membres du comité de programmation une proposition d'attribution de subvention pour les opérations retenues au titre de l'appel à projet.

Le Président du Conseil régional, après avis du comité de programmation, est responsable de la sélection et de la programmation des projets.

Pour la DIRECO :

Les candidats dont les dossiers sont inéligibles, et/ou irrecevables, et/ou n'ayant pas obtenu la note minimale attendue, seront destinataires d'une notification de rejet motivée.

A la suite de la sélection, il sera proposé de présenter à une prochaine Commission permanente, l'attribution des subventions de fonctionnement à chacune des structures retenues sur le premier semestre 2026.

3.6. Conventionnement

Au titre de l'année 2026, des conventions respectivement Région (DIRECO) et FSE+ (DFE) seront signées avec les opérateurs, à la suite des décisions des instances de programmation.

4 – Obligations réglementaires

Les candidats sont informés qu'ils devront se conformer à la réglementation européenne, nationale et régionale, et notamment :

4.1 – Respect des obligations de publicité de l'aide européenne

Le guide des obligations de publicité, les logos réglementaires et toutes les informations sont disponibles dans la rubrique « Je communique sur mon projet » sur le portail des programmes européens 2021-2027 :

<https://www.europeenauvergnerhonealpes.fr/mon-projet/je-communique-sur-mon-projet>

Communiquer sur les aides de l'Union européenne est une obligation qui s'inscrit dans un cadre réglementaire. Cette obligation engage les porteurs de projet à informer leurs publics cibles et partenaires de la participation européenne au financement de leur projet dès son lancement, pendant et après sa réalisation. Le non-respect de cette obligation peut entraîner une pénalité financière sur le montant de la subvention.

4.2 - Respect des obligations de communication et de visibilité de l'action régionale

Le respect des obligations de communication et de visibilité de l'action régionale (logo et mention de la Région Auvergne-Rhône-Alpes) auprès des porteurs de projets accompagnés et dans toute action de communication effectuée (respect formulation FONDS REGIONAL COMMERCE ARTISANAT - CREATION / REPRISE D'ENTREPRISES / ACCOMPAGNEMENT CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT AU FINANCEMENT) sur les outils identifiés dans cet appel à projets. En particulier, le logo et la mention de la Région Auvergne-Rhône-Alpes devront être systématiquement présents sur tous les documents et supports de communication relatifs aux soutiens déployés dans le cadre de cet appel à projets. Toute demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelle du respect des obligations de publicité de l'intervention de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Le respect de ces règles sera vérifié par la Direction des finances tout au long de la mise en œuvre du projet. Le défaut de publicité constitue un motif de non-remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

4.3 - Principes horizontaux

Des principes horizontaux ont été définis par la Commission européenne dans le cadre de la mise en œuvre des fonds européens. Chaque projet mis en œuvre avec des fonds européens doit prendre en compte ces principes, voire y contribuer spécifiquement.

Le développement durable : Promouvoir le développement durable, préserver, protéger et améliorer la qualité de l'environnement.

L'égalité femme/homme : Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, l'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration de la dimension de genre.

La non-discrimination et l'égalité des chances : Prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

4.4 - Suivi des indicateurs

Le Programme FEDER/FSE+/FTJ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 s'inscrit dans une logique de performance qui s'évalue par des indicateurs. En tant qu'autorité de gestion, la Région assure le suivi de la mise en œuvre du programme, notamment au moyen d'indicateurs concernant le public bénéficiaire des opérations FSE+. Cette collecte d'informations s'effectuera par les opérateurs sur la plateforme VIZIAPROG FSE+ (les participants devront impérativement être informés de leurs droits en matière de protection des données personnelles). Des remontées de données régulières sont effectuées auprès des services de la Commission européenne.

Lors du dépôt de la demande de subvention, le porteur de projet doit indiquer dans le portail *e-Synergie* les valeurs prévisionnelles (valeurs cibles) des indicateurs de réalisation et de résultat le cas échéant.

4.5 – Gouvernance

S'assurer de la présence de la Région dans les instances de gouvernance liées au pilotage de l'action (assemblée générale, conseil d'administration, ...).

4.6 - Calendrier de réalisation

L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la candidature.

4.7 - Respect des règles relatives au conflit d'intérêt

Les candidats ne pourront être retenus si au moment de la procédure de sélection des candidatures, une situation de conflit d'intérêt venait à être constatée.

4.8 - Respect des règles de la commande publique

Les dépenses étant intégralement couvertes par des dépenses en Options de Coûts Simplifiés (coût unitaire frais de personnel, taux forfaitaire), les opérations ne feront pas l'objet d'une analyse de la commande publique.

4.9 - Réglementation des aides d'Etat

Dans le cadre du suivi post-crédation, dès lors qu'une entreprise est créée, l'aide octroyée rentre dans le champ des Aides d'Etat.

Les candidats retenus à cet AAP sont informés qu'ils devront respecter la réglementation en vigueur et prendre toutes les mesures nécessaires en ce sens.

4.10 - Marquage comptable

Disposer d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable spécifique pour tous les flux financiers liés à l'opération.

4.11 – Reporting

Au titre de la politique régionale

Pour permettre un pilotage facilité et une information exploitable en matière d'évaluation, les opérateurs seront tenus de fournir une série de données/indicateurs communs (ex : porteurs de projets, nature de l'accompagnements, activité visée, retombées économiques, création effective de l'entreprise...). Ces éléments seront précisés dans la convention d'attribution de l'aide régionale.

Les porteurs régionaux des programmes retenus auront la responsabilité de fournir à la Région Auvergne-Rhône-Alpes un suivi régulier des aides attribuées **selon une fréquence semestrielle, un format et des modalités préalablement définies**. Seront notamment attendus des reporting financiers précis relatifs au nombre de porteurs de projets accompagnés, aux financements attribués... Ces modalités seront définies dans la convention qui sera passée avec la Région à l'issue de la sélection.

- * Une attention particulière sera apportée sur la qualité de service rendu au porteur de projets. Aussi, il pourra être demandé à l'opérateur retenu de mettre en œuvre un suivi du niveau de satisfaction des bénéficiaires finaux. Ces modalités seront définies dans la convention qui sera passée avec la Région à l'issue de la sélection.
- * Par ailleurs, les porteurs régionaux s'attacheront à inclure les mentions légales demandées par la Région en conformité avec les préconisations du RGPD dans tout formulaire de demande d'aide.
- * Dans le cadre de l'évaluation de l'affectation des crédits régionaux sur ses différentes politiques régionales, il pourra être demandé une mesure du niveau de satisfaction des bénéficiaires accompagnés.

Au titre du FSE+

La vérification du critère d'exclusion du monde agricole se fera lors de la certification, au regard des activités créées/reprises ou en projet de création/reprise à l'aide de livrables permettant de vérifier la nature des activités.

Les critères de localisation des participants, d'implantation des activités, de taille de l'entreprise créée, ne s'appliquent pas au titre du FSE+ et en conséquence il ne sera pas demandé de justificatifs aux opérateurs retenus.

Le critère de maturité des projets de création/reprise ne sera pas étudié au titre du FSE+ et en conséquence il ne sera pas demandé de justificatifs aux opérateurs retenus.